

COMMUNIQUE A TOUS LES PERSONNELS DES ETABLISSEMENTS ET ORGANISMES CONCERNES PAR L'OPERATION IDEX "PARIS-SACLAY" suite à l'entrevue avec Mme Fioraso le 8 novembre 2012.

À la demande de moratoire, la ministre répond : je continue et j'accélère !

Une délégation intersyndicale¹ des établissements concernés par le projet "Paris-Saclay" a été reçue par Madame Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, le 8 novembre à la faculté d'Orsay. La délégation, une quinzaine de personnes issues de la majorité des organisations syndicales du secteur et de l'association Sauvons la Recherche, était porteuse du mandat exprimé par les 1200 signataires de la pétition² demandant un moratoire sur la mise en place de ce projet.

La ministre a expliqué que son rôle était de suivre la feuille de route établie par le Premier ministre et par François Hollande, à savoir l'accélération de la mise en œuvre des Investissements d'avenir et du Plan Campus. Il s'agit, en particulier, de relancer le projet "Paris-Saclay", qui ferait partie, selon elle, des engagements de campagne de François Hollande. Au niveau de la méthode, le gouvernement actuel, contrairement au précédent, a pour ambition d'impliquer davantage les "acteurs" du projet. La ministre indique qu'un comité de pilotage s'est tenu la veille de l'entrevue (le premier depuis début mars), et que Matignon est prêt à recevoir une délégation des personnels.

Le porte parole de la délégation intersyndicale a d'abord excusé l'absence des représentants étudiants. Puis, il a déclaré qu'à minima, la première chose à faire est de stopper le projet par un moratoire, puisque le nouveau gouvernement souhaite changer de méthode par rapport à l'ancien. Il faut, de plus, dénoncer la Convention ANR/Idex/Etat, signée en vitesse entre les deux tours de l'élection présidentielle, méthode parfaitement inacceptable. Il a également été rappelé que, lors de l'entrevue de fin juillet, le ministère avait renvoyé la délégation vers Monsieur le Premier ministre, et que depuis, Matignon n'avait donné aucune réponse à la demande officielle.

Plusieurs personnes de la délégation se sont exprimées pour insister sur l'urgence de décider un moratoire, à partir des situations propres à chaque établissement³. Pour la R&D d'EDF, l'unité de toutes les organisations syndicales témoigne du refus du personnel de déménager sur le site de Saclay et alerte sur les menaces d'externalisation des activités de recherche d'EDF vers des SAS (société par actions simplifiée). Les syndicats d'AgroParitech et de l'INRA ont insisté sur l'importance du moratoire immédiat puisque les projets immobiliers se mettent en place, avec 88 M€(millions d'euros) budgétés pour la construction du bâtiment commun Agroparitech-INRA sur Saclay, induisant un gaspillage financier considérable : 40 M€ ont notamment été investis ces dernières années sur le campus de Grignon, pourtant inclus dans les plans du déménagement vers Saclay. Les organisations syndicales de l'université Paris-Sud ont dénoncé le forcing de restructuration avant même de s'être mis d'accord sur les objectifs et donc sans concertation aucune des personnels. Elles ont souligné que l>IDEX exclut aussi 70% des masters et la majorité des licences (excellence = écrémage).

Devant l'insistance de la délégation qui a précisé que des directeurs de gros laboratoires avaient signé la pétition pour un moratoire, Madame Fioraso a déclaré qu'elle ferait part à la FCS du fait que le projet était peu partagé, mais que de toute façon, elle était chargée d'accélérer le processus.

¹ Université Paris-Sud, CNRS, Orsay : SNTRS-CGT, SES-CGT, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SUD-Education, SUD-Recherche-EPST, SNPREEES-FO, SLR. Ecole Polytechnique : SNTRS-CGT. INRA : CFDT, CGT. AgroParisTech : SYAC-CGT. EDF R&D : CGT, SUD-Energie. CEA/Saclay : CFDT. ENS Cachan : SNESUP-FSU. Versailles : SNPREEES-FO.

² voir au verso

³ Chaque organisation fait son propre compte-rendu plus détaillé.

Il est à noter que le ministère avait tenté de trouver et d'inviter des organisations syndicales qui ne sont pas signataires de la pétition. Seule une organisation a répondu présent, dont les 2 représentants ont reconnu qu'ils n'exprimaient pas la position de toute leur confédération. Preuve en est que l'unité est plus que jamais renforcée derrière les exigences portées par la délégation.

Les organisations soussignées invitent par conséquent les personnels à poursuivre la signature de la pétition pour appuyer la délégation auprès du Premier ministre, dans le but d'obtenir a minima un moratoire immédiat du projet "Paris-Saclay"!

Dernière minute : le cabinet du Premier ministre accepte officiellement la demande d'entrevue, et recevra une délégation le **11 décembre** dans l'après midi. Les organisations soussignées discutent d'un rassemblement éventuel des personnels devant Matignon pour soutenir le mandat qui sera porté par la délégation. Nous vous tiendrons informés des modalités de cette action.

Revendications exprimées dans la pétition en ligne
(<http://petition.orsayenlutte.info/index.php?petition=7>) :

Nous soussignés demandons :

- la dénonciation de la signature de la convention État-Idex « Paris Saclay »
- la dissolution de cette Idex et de la FCS
- le respect des prérogatives des Établissements quant à leur structuration, avec une concertation réelle entre les personnels concernés par l'évolution de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le plateau de Saclay et en île de France.

Et à titre conservatoire, nous exigeons un moratoire immédiat impliquant en premier lieu :

- l'arrêt immédiat des études et travaux de la Fondation de Coopération Scientifique
- l'arrêt immédiat des autres processus associés (ex : campus AgroParisTech-INRA)

Université Paris-Sud, CNRS, Orsay : SNTRS-CGT, SES-CGT, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SUD Education, SUD-Recherche-EPST, SNPREEES-FO, SLR. Ecole Polytechnique : SNTRS-CGT. INRA : CFDT, CGT, SUD-Recherche-EPST. AgroParisTech : SYAC-CGT. EDF R&D : CGT, SUD-Energie. ENS Cachan : SNESUP-FSU. Versailles : SNPREEES-FO.